

**Art. 5.** Het decreet van 4 mei 2017 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 22 november 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en  
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1197 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 21 november 2018.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206098]

### 8 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de formation pour l'exercice du mandat d'administrateur d'une société de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 1<sup>o</sup>, modifié par le décret du 9 février 2012 et 152 *quater*, inséré par le décret du 30 mars 2006 et remplacé par le décret du 9 février 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 fixant les conditions de formation pour l'exercice du mandat d'administrateur d'une société de logement de service public;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2007 arrêtant le programme de formation pour l'exercice du mandat d'administrateur d'une société de logement de service public;

Vu le rapport du 25 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement, donnée le 6 juillet 2015;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 22 octobre 2018 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Code : le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

2<sup>o</sup> la Ministre : la Ministre du Logement;

3<sup>o</sup> une Société : une société de logement de service public;

4<sup>o</sup> la SWL : la Société wallonne du Logement.

**Art. 2.** Les matières et les modes de gestion visés aux articles 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 1<sup>o</sup>, et 152 *quater*, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code sont relatifs, notamment, à :

1<sup>o</sup> la description des acteurs de la politique du logement et leur rôle, en ce compris les comités consultatifs des locataires et des propriétaires;

2<sup>o</sup> le régime locatif applicable aux logements et immeubles détenus ou gérés par les Sociétés;

3° les missions et le fonctionnement des organes statutaires des sociétés y compris les droits et devoirs des administrateurs d'une Société;

4° la gestion immobilière, dont le cadastre du logement;

5° la législation sur les marchés publics applicables aux sociétés;

6° les règles budgétaires, comptables et fiscales applicables au secteur;

7° la description des outils informatiques internet et extranet de la SWL, y compris la sensibilisation à l'accès aux circulaires de la SWL et aux actualités du logement.

Les séances de formation, organisées par la SWL, visent à la fois les dispositifs légaux, décrets, réglementaires et pris en application du Code, et les aspects théoriques et pratiques des matières abordées.

La personne visée à l'article 148, § 1<sup>er</sup>, aliéna 4, du Code communique à la Société, respectivement, pour la condition visée à

1° l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 2°, une copie du diplôme exigé;

2° l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 3°, une attestation de l'employeur;

3° l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 4°, un dossier fondé sur des documents probants.

Les documents visés à l'alinéa 3 relatifs à l'ensemble du conseil d'administration sont transmis par la Société à la SWL à l'issue des douze mois de la désignation des administrateurs.

La SWL transmet au Gouvernement la liste des administrateurs ne remplissant pas les conditions reprises à l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

**Art. 3.** Les administrateurs justifient, pour chaque période de douze mois à dater du 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur désignation, avoir suivi au moins une formation relative aux thèmes suivants :

1° la gestion immobilière spécifique au secteur, cadastre du logement et ancrage communal;

2° le régime locatif applicable aux logements et immeubles détenus ou gérés par les sociétés y compris la politique d'attribution;

3° les missions et le fonctionnement des organes statutaires des sociétés y compris les droits des administrateurs, les devoirs des administrateurs, les missions du conseil d'administration, du comité de direction, du directeur-gérant, les différents comités restreints tels que le comité d'attribution des logements, le comité de gestion;

4° les règles budgétaires, comptables et fiscales applicables aux sociétés;

5° l'aménagement du territoire et la politique du logement;

6° la législation sociale spécifique au secteur ou les aspects relevant de la responsabilité des administrateurs;

7° la législation sur les marchés publics applicables au secteur;

8° l'accompagnement social, par et dans le logement, en réseau.

Au cours de leur mandat, les administrateurs justifient avoir au moins suivi six formations :

1° les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°;

2° deux formations au choix parmi les matières visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5° à 8°.

Toutes les formations données, dans les matières visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, par la Région wallonne, les organismes régionaux ou provinciaux, les communes ou des organismes qui en sont issus, tels que l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, l'Union des Villes et Communes de Wallonie ou tout autre organisme subventionné par un organisme public, les établissements d'enseignement reconnus, ainsi que toutes formations professionnelles qualifiantes données par des instances professionnelles représentatives peuvent être prises en considération, via une attestation délivrée par l'organisme en question, pour justifier des formations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>. Le coût de ces formations est à charge de l'administrateur.

Les documents relatifs à l'ensemble du conseil d'administration sont transmis par la Société à la SWL à la fin de chaque période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La SWL transmet à la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie, la liste des administrateurs n'ayant pas suivi la formation continue visée à l'article 152<sup>quater</sup>, alinéa 2, du Code.

**Art. 4.** Les administrateurs ont accès, via l'extranet de la SWL, au contenu de toutes les séances de formation déjà organisées par la SWL depuis 2007, qui constituent un guide pratique à l'usage des administrateurs d'une Société.

**Art. 5.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 fixant les conditions de formation pour l'exercice du mandat d'administrateur d'une société de logement de service public;

2° l'arrêté ministériel du 10 septembre 2007 arrêtant le programme de formation pour l'exercice du mandat d'administrateur d'une société de logement de service public.

**Art. 6.** La Ministre du Logement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement  
et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206098]

**8. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen in Sachen Ausbildung für die Ausübung eines Mandats als Verwalter einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 148, § 1, Absatz 4, Ziffer 1, abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012 und 152 *quater*, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006 und ersetzt durch das Dekret vom 9. Februar 2012;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. September 2006 zur Festlegung der Bedingungen in Sachen Ausbildung für die Ausübung eines Mandats als Verwalter einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 10. September 2007 zur Festlegung des Ausbildungsprogramms für die Ausübung eines Mandats als Verwaltungsratsmitglied einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Berichts vom 25. Oktober 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 6. Juli 2015 abgegebenen Vorschlags der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement");

Aufgrund des am 22. Oktober 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für Wohnungswesen,

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

2° die Ministerin: die Ministerin für Wohnungswesen;

3° eine Gesellschaft: eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

4° die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft: die Wallonische "Société wallonne du Logement";

**Art. 2** - Die in den Artikeln 148, § 1, Absatz 4 Ziffer 1 und 152 *quater*, Absatz 1 des Gesetzbuches genannten Angelegenheiten und Verwaltungsmodi betreffen insbesondere:

1° die Beschreibung der Akteure der Wohnpolitik und deren Rolle, einschließlich der beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer;

2° die Mietordnung, die auf die Wohnungen und Immobilien anwendbar ist, die im Besitz von Gesellschaften sind oder von ihnen verwaltet werden;

3° die Aufgaben und die Arbeitsweise der statutarischen Organe der Gesellschaften, einschließlich der Rechte und Pflichten der Verwaltungsratsmitglieder einer Gesellschaft;

4° die Immobilienverwaltung, u.a. den Wohnungskataster;

5° die auf die Gesellschaften anwendbare Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge;

6° die auf die Gesellschaften anwendbaren Regeln in Sachen Haushalt, Buchhaltung und Steuerwesen;

7° die Beschreibung der EDV-Arbeitsmittel (intranet und extranet) der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft, einschließlich des Zugangs zu den Rundschreiben der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft und zu den Aktualitäten des Wohnungswesens.

Die von der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft organisierten Ausbildungssitzungen betreffen sowohl die gesetzlichen, dekretalen, verordnungsmäßigen und in Anwendung des Gesetzbuches verabschiedeten Bestimmungen als auch die theoretischen und praktischen Aspekte der behandelten Stoffe.

Die in Artikel 148 § 1 Absatz 4 des Gesetzbuches genannte Person übermittelt der Gesellschaft jeweils für die Bedingung von

1° Artikel 148 § 1 Absatz 4 Ziffer 2, eine Abschrift des verlangten Diploms;

2° Artikel 148, § 1 Absatz 4 Ziffer 3, eine Bescheinigung des Arbeitgebers;

3° Artikel 148, § 1, Absatz 4, Ziffer 4°, eine Akte, die auf Belegstücken beruht.

Die in Absatz 3 genannten Dokumente bezüglich des gesamten Verwaltungsrats werden von der Gesellschaft an die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft nach dem zwölfmonatigen Zeitraum ab der Bestellung der 148 Verwaltungsratsmitglieder übermittelt.

Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft übermittelt der Regierung die Liste der Verwaltungsratsmitglieder, die die in Artikel 148, § 1, Absatz 4 genannten Bedingungen nicht erfüllen.

**Art. 3** - Die Verwaltungsratsmitglieder erbringen für jeden Zeitraum von zwölf Jahren ab dem 1. September nach ihrer Bestellung den Nachweis, dass sie mindestens an einer Ausbildung über die folgenden Themen teilgenommen haben:

1° die für den Sektor spezifische Immobilienverwaltung, den Wohnungskataster und die kommunale Verankerung;

2° die Mietordnung, die auf die Wohnungen und Immobilien anwendbar ist, die im Besitz von Gesellschaften sind oder von ihnen verwaltet werden, einschließlich der Zuweisungspolitik;

3° die Aufgaben und die Arbeitsweise der statutarischen Organe der Gesellschaften, einschließlich der Rechte der Verwaltungsratsmitglieder einer Gesellschaft, der Aufgaben des Verwaltungsrates, des Direktionsausschusses, des geschäftsführenden Direktors, der verschiedenen engeren Ausschüsse, wie des Ausschusses für die Zuteilung der Wohnungen, des geschäftsführenden Ausschusses;

4° die auf die Gesellschaften anwendbaren Regeln in Sachen Haushalt, Buchhaltung und Steuerwesen;

5° die Raumordnung und die Wohnpolitik;

6° die für den Sektor spezifische soziale Gesetzgebung oder die Aspekte, die in den Zuständigkeitsbereich der Verwaltungsratsmitglieder fallen;

7° die auf den Sektor anwendbare Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge;

8° die vernetzte soziale Betreuung durch die und in der Wohnung.

Im Laufe ihres Mandats erbringen die Verwaltungsratsmitglieder den Nachweis, dass sie an mindestens sechs Ausbildungen teilgenommen haben:

1° die in Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 genannten Ausbildungen;

2° zwei Ausbildungen nach Wahl unter den in Absatz 1 Ziffer 5° bis 8° genannten Stoffen;

Alle Ausbildungen, die in den in Absatz 1 erwähnten Stoffen von der Wallonischen Region, den regionalen und provinziellen Einrichtungen, den Gemeinden oder solchen davon entstandenen Einrichtungen wie dem Wallonischen Institut für alternierende Weiterbildung und für die Weiterbildung der Selbstständigen und in kleinen und mittleren Unternehmen (Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises), der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie (Union des Villes et Communes de Wallonie) oder jeglicher sonstigen von einer öffentlichen Einrichtung bezuschussten Einrichtung, von den anerkannten Unterrichtsanstalten erteilt werden, sowie alle qualifizierenden beruflichen Ausbildungen, die von repräsentativen beruflichen Instanzen gegeben werden, können durch eine von der betroffenen Einrichtung zur Rechtfertigung der in Artikel 3 Absatz 1 erwähnten Ausbildungen erteilte Bescheinigung in Betracht gezogen werden. Die Kosten für diese Ausbildungen gehen zu Lasten des Verwaltungsratsmitglieds.

Die Dokumente bezüglich des gesamten Verwaltungsrates werden der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft von der Gesellschaft am Ende jedes in Absatz 1 erwähnten Zeitraums übermittelt.

Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft übermittelt der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie die Liste der Verwaltungsratsmitglieder, die an der in Artikel 152<sup>quater</sup>, Absatz 2 des Gesetzbuches erwähnten Weiterbildung nicht teilgenommen haben.

**Art. 4** - Die Verwaltungsratsmitglieder haben Zugang über das Extranet der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft zu dem Inhalt aller Ausbildungssitzungen, die von der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft seit 2007 organisiert wurden und einen Leitfaden für die Verwaltungsratsmitglieder einer Gesellschaft bilden.

**Art. 5** - Es werden außer Kraft gesetzt:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. September 2006 zur Festlegung der Bedingungen in Sachen Ausbildung für die Ausübung eines Mandats als Verwalter einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

2° der ministerielle Erlass vom 10. September 2007 zur Festlegung des Ausbildungsprogramms für die Ausübung eines Mandats als Verwaltungsratsmitglied einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes.

**Art. 6** - Die Ministerin für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen  
V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206098]

**8 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de vormingsvoorwaarden voor de uitoefening van het mandaat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, de artikelen 148, § 1, vierde lid, 1°, gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012 en 152 *quater*, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006 en vervangen bij het decreet van 9 februari 2012;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 september 2006 tot bepaling van de opleidingsvoorwaarden voor de uitoefening van het mandaat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij

Gelet op het ministerieel besluit van 10 september 2007 tot vaststelling van het opleidingsprogramma voor de uitoefening van het mandaat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het rapport van 25 oktober 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de voordracht van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 6 juli 2015;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 22 oktober 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° het Wetboek : het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

2° de Minister : de Minister van Huisvesting;

3° een maatschappij: een openbare huisvestingsmaatschappij;

4° de "SWL": de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij).

**Art. 2.** De aangelegenheden en beheerswijzen bedoeld in de artikelen 148, § 1, vierde lid, 1°, en 152 *quater*, eerste lid, van het Wetboek betreffen met name:

1° de omschrijving van de actoren van het huisvestingsbeleid en hun rol, met inbegrip van de adviescomités van huurders en eigenaars;

2° het huurstelsel dat van toepassing is op de woningen en gebouwen in handen van of beheerd door de Maatschappijen;

3° de opdrachten en de werking van de statutaire organen van de maatschappijen, met inbegrip van de rechten en plichten van de bestuurders van een Maatschappij;

4° het vastgoedbeheer waaronder het kadaster van de woning;

5° de wetgeving over de overheidsopdrachten die op de vennootschappen van toepassing zijn;

6° de begrotings-, boekhoud- en belastingsregels die op de sector van toepassing zijn;

7° de omschrijving van de computerhulpmiddelen internet en extranet van de "SWL", met inbegrip van de bewustmaking van de toegang tot de omzendbrieven van de Waalse Huisvestingsmaatschappijen tot het huisvestingsnieuws.

De door de Waalse Huisvestingsmaatschappij georganiseerde opleidingssessies beogen tegelijkertijd de wettelijke, decretale en reglementaire beschikkingen die overeenkomstig het Wetboek worden genomen, en de theoretische en praktische aspecten van de besproken aangelegenheden.

De persoon bedoeld in artikel 148, § 1, lid 4, van het Wetboek deelt de Maatschappij respectievelijk mee, voor de voorwaarde bedoeld in

1° artikel 148, § 1, lid 4, 2°, een afschrift van het vereiste diploma;

2° artikel 148, § 1, lid 4, 3°, een getuigschrift van de werkgever;

artikel 148, § 1, lid 4, 4°, een dossier dat gegrond is op bewijsstukken.

De documenten bedoeld in lid 3 betreffende het geheel van de raad van bestuur worden door de Maatschappij aan de Waalse Huisvestingsmaatschappij overgemaakt na afloop van de twaalf maanden volgend op de aanwijzing van de bestuurders.

De Waalse Huisvestingsmaatschappij maakt aan de Regering de lijst over van de beheerders die niet voldoen aan de voorwaarden opgenomen in artikel 148, § 1, lid 4.

**Art. 3.** De bestuurders moeten voor elke periode van twaalf maanden, te rekenen vanaf 1 september volgend op hun benoeming, het bewijs leveren dat zij ten minste één opleiding hebben gevolgd over de volgende onderwerpen:

1° het sectorgebonden vastgoedbeheer, kadaster van de huisvesting en gemeentelijke verankering;

2° het huurstelsel dat van toepassing is op de woningen en gebouwen in handen van of beheerd door de maatschappijen, met inbegrip van het toewijzingsbeleid;

3° de opdrachten en de werking van de statutaire organen van de maatschappijen, met inbegrip van de rechten van de bestuurders, de plichten van de bestuurders, de opdrachten van de raad van bestuur, het directiecomité, de directeur-zaakvoerder, de verschillende beperkte comités zoals het comité voor de toewijzing van woningen, het beheerscomité;

4° de begrotings-, boekhoud- en belastingsregels die op de vennootschappen van toepassing zijn;

5° de ruimtelijke ordening en het huisvestingsbeleid;

6° sectorspecifieke sociale wetgeving of de aspecten die onder de aansprakelijkheid van de bestuurders ressorteren;

7° de wetgeving over de overheidsopdrachten die op de sector van toepassing zijn;

8° de sociale begeleiding, door en in de huisvesting, in netwerking.

Tijdens hun mandaat moeten de bestuurders rechtvaardigen dat zij ten minste zes opleidingen hebben gevolgd:

1° de opleidingen bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4°;

2° twee opleidingen, naar keuze onder de aangelegenheden bedoeld in artikel 1, 5° tot 8°.

Elke opleiding die in het kader van de in het eerste lid bedoelde aangelegenheden wordt gegeven door het Waals Gewest, de gewestelijke of provinciale instellingen, de gemeenten of daaruit voortvloeiende instellingen, zoals het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) of elke andere door een openbare instelling gesubsidieerde instelling, de erkende onderwijsinstellingen, alsmede elke kwalificerende beroepsopleiding die door representatieve beroepsinstanties wordt verstrekt, kunnen, door middel van een door de betrokken instelling afgegeven attest, in aanmerking worden genomen om de opleiding bedoeld in artikel 3, eerste lid, te rechtvaardigen. De kosten van deze opleidingen komen ten laste van de beheerder.

De documenten met betrekking tot de gehele raad van bestuur worden aan het einde van elke periode bedoeld in lid 1 door de maatschappij aan de Waalse Huisvestingsmaatschappij overgemaakt.

De Waalse Huisvestingsmaatschappij maakt aan het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst, de lijst van bestuurders over die de permanente opleiding bedoeld in artikel 152<sup>quater</sup>, lid 2, van het Wetboek niet hebben gevolgd.

**Art. 4.** De bestuurders hebben via het extranet van de Waalse Huisvestingsmaatschappij toegang tot de inhoud van alle opleidingssessies die de Waalse Huisvestingsmaatschappij al sinds 2007 organiseert en die een praktische gids vormen voor de bestuurders van een Maatschappij.

**Art. 5.** Worden opgeheven:

1° het besluit van de Waalse Regering van 28 september 2006 tot bepaling van de opleidingsvoorwaarden voor de uitoefening van het mandaat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij;

2° het ministerieel besluit van 10 september 2007 tot vaststelling van het opleidingsprogramma voor de uitoefening van het mandaat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij.

**Art. 6.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE